

"Faire de la crise sanitaire une opportunité pour l'Europe"

Par Forough Dadkhah Salami, Vice-Présidente du Conseil Régional de Bretagne chargée de l'Europe et de l'International, membre du Bureau de l'AFCCRE, la crise que nous traversons pose inévitablement la question du dimensionnement du budget de l'Union Européenne.

La réponse bretonne à la crise sanitaire que nous connaissons a été puissante, et doit permettre de réduire l'impact généré par la pandémie sur les secteurs clés de l'activité régionale (vie économique et associative, établissements de formation professionnelle, secteur culturel...). Au total, c'est une enveloppe de près de 142 millions d'euros que la Région a engagée dans ses différents champs d'intervention.

L'Union européenne nous est d'un grand secours dans cette tourmente. Elle a intégralement financé les quelque 700 000 flacons de gels hydroalcooliques que nous avons commandés, et pris à sa charge 50 % du coût des 2 millions de masques chirurgicaux et FFP2 dont nous nous sommes portés acquéreurs avec les quatre départements et Brest Métropole. Au-delà, l'utilisation des fonds européens a été optimisée et des mesures de simplification ont été rapidement mises en œuvre au bénéfice de l'ensemble des acteurs économiques.

Si dans la pandémie l'Europe a su se mobiliser en faveur des territoires de l'Union, la question se pose inévitablement du dimensionnement de son budget face à l'ampleur de la crise socio-économique qui s'annonce. Paradoxalement, alors que la présente situation témoigne de la nécessité vitale d'une coopération renforcée entre les 27, l'on assiste à l'inquiétante conversion d'une partie de la classe politique française à une forme de néo-souverainisme, tendant à faire de l'Etat la réponse providentielle à tous les défis du futur.

Rien de plus mortifère en vérité que cette résurgence du culte de la frontière nationale. L'expérience démontre qu'en plaçant sa confiance en des Lignes Maginot prétendument infranchissables, l'on s'expose aux pires déconvenues. Plus que tout autre pays, la France devrait le savoir. Sans l'Europe, elle se condamne à un irrémédiable déclin. Car ce ne peut être qu'à l'échelle de l'Union que peut émerger le vaste plan de relance économique et sociale dont elle a besoin, au même titre que l'ensemble de ses partenaires.

Mais ce ne peut être qu'à l'échelle d'une Union démocratisée qui, s'affranchissant de son tropisme intergouvernemental, soit réellement en phase avec les aspirations de nos territoires. Comme l'a récemment souligné le président Loïg Chesnais-Girard, « le modèle d'une Europe qui ne reconnaît que les capitales nationales a montré ses limites. Les gouvernementaux locaux et régionaux devront désormais être considérés non plus comme de simples exécutants mais comme de véritables partenaires, ce qu'ils sont en réalité. »"